

COMMUNE  DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	04.12.2023	2023-531	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

TD/JS

**SEANCE N° 21 DU 04 DÉCEMBRE 2023**  
36 questions, numérotées de 2023-510 à 2023-545

**DELIBERATION**

**FIXATION DE LA DUREE D'AMORTISSEMENT DES BIENS SELON LA M57**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

**Adjoint** : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

**Conseillers** : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

**Procurations** :

Mandants	Mandataires	Questions
Thierry AUBIN	Jérémy PREVOST	(Ensemble de la séance)
Noël DJEZAIRI	Yves GOASDOUÉ	
Chantal MARCHAND	Yvette LERICHOMME	
Omar AYAD	Bruno ASSELOT	
Tâm NGUYEN	Jean-François BRISSET	
Sylvie DUFOUR	Stéphane BENIS	

**Absents** : Inès CHATÉ (2023-510 à 2023-515), Emmanuelle BERGOT et François LEPRINCE (Ensemble de la séance).

<b>EFFECTIF</b>  En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2023-510 à 2023-511	24	30
	2023-512 à 2023-515	24	29
	2023-516 à 2023-517	25	30
	2023-518 à 2023-520	25	31
	2023-521	25	30
	2023-522 à 2023-523	25	31
	2023-524 à 2023-525	25	30
	2023-526 à 2023-528	25	31
	2023-529 à 2023-531	25	30
	2023-532 à 2023-533	25	31
	2023-534	25	30
	2023-535 à 545	25	31

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
28.11.2023	18H45	Yvette LERICHOMME	21h20	05.12.2023	06.12.2023

# R A P P O R T

présenté par  
Lori HELLOCO  
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Finances Marchés publics		20	22.11.2023	5	
CONSEIL	Séance	21	04.12.2023	N° d'ordre	N° délibération
				22	2023-531

OBJET	FIXATION DE LA DUREE D'AMORTISSEMENT DES BIENS SELON LA M57
-------	---

AA/EA/JS

Chers Collègues,

Une immobilisation est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée, c'est-à-dire quand son usage attendu est limité dans le temps. L'amortissement permet la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur de l'immobilisation résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

Dans la perspective du passage à la nouvelle nomenclature comptable M 57, le mode de gestion des amortissements doit être mis à jour.

Conformément à l'article R 2321-1 du Code Général des Collectivités, les durées d'amortissement sont fixées librement pour chaque bien ou catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- Des frais d'études non suivies de réalisations, obligatoirement amorties sur une durée maximale de 5 ans,
- Des frais de recherche et de développement amortis sur une durée maximale de 5 ans
- Des frais d'insertion amortis sur une durée maximale de 5 ans en cas d'échec du projet d'investissement,
- Des brevets, amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève,
- Des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée maximale de :
  - o 5 ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides consenties aux entreprises
  - o 30 ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations,
  - o 40 ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Dans le cadre de cette instruction budgétaire et comptable M57, il est indiqué que pour chaque catégorie d'immobilisations le calcul de l'amortissement se fait « au prorata du temps prévisible d'utilisation ». Cet amortissement commence à compter de la date de mise en service de l'immobilisation.

<b>COMMUNE</b>  <b>DE FLERS</b>	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	04.12.2023	2023-531	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Ce changement de méthode comptable relatif au prorata temporis s'applique de manière prospective, uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissements qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Dans un logique d'une approche par enjeux, il est possible de mettre en place un aménagement de cette règle du prorata temporis, notamment pour les biens de faible valeur. Dans ce cas, l'amortissement peut être calculé en année pleine à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la date de mise en service. Ces biens pourront ensuite sortir de l'actif dès qu'ils seront totalement amortis.

#### IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - FIXER** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les durées d'amortissement par catégorie de biens selon l'annexe ci-jointe ;
- 2 - FIXER** le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent sur un an à 800 € TTC ;
- 3 - DECIDER** d'appliquer la règle du prorata temporis relevant de l'instruction budgétaire et comptable M57 sauf pour les biens de faible valeur qui seront amortis en année pleine ;
- 4 - AUTORISER** la sortie de biens de faible valeur totalement amortis ;
- 5 - PRECISER** que les subventions d'équipement enregistrées en recettes d'investissement seront reprises sur une durée d'amortissement du bien qu'elles auront contribué à financer.

*ADOpte A L'UNANIMITE - Une abstention celle de Monsieur Pascal CATHERINE.*

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Yvette LERICHOMME

Yves GOASDOUE